

Brochure n° 3120

Convention collective nationale

IDCC : 468. – **COMMERCE SUCCURSALISTE
DE LA CHAUSSURE**

ACCORD DU 14 JANVIER 2013

RELATIF AUX APPOINTEMENTS MENSUELS ET ANNUELS CONVENTIONNELS

NOR : ASET1350431M

IDCC : 468

Entre :

La FEC,

D'une part, et

La FNECS CFE-CGC ;

La CSFV CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Appointements mensuels pour les employés

A compter de la date d'entrée en vigueur de la nouvelle grille de classification au sein de l'entreprise, il est institué de nouveaux minima mensuels conventionnels pour les employés :

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	MINIMUM MENSUEL
I	–	1 431
II	–	1 439
	2	1 449
III	–	1 474
	2	1 494
IV	–	1 514
	2	1 524
V	–	1 554
	2	1 564

Article 2

Appointements mensuels pour les agents de maîtrise

A compter de la date d'entrée en vigueur de la nouvelle grille de classification au sein de l'entreprise, il est institué de nouveaux minima mensuels conventionnels pour les agents de maîtrise :

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	MINIMUM MENSUEL
VI	–	1 700
VII	–	1 900

Article 3

Appointements annuels pour les cadres

A compter de la date d'entrée en vigueur de la nouvelle grille de classification au sein de l'entreprise, il est institué de nouveaux minima annuels conventionnels pour les cadres :

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	MINIMUM ANNUEL
VIII	–	25 325
	2	26 540
IX	–	28 364
	2	30 187
X	–	32 416
XI	–	36 468
XII	–	41 533

Article 4

Appointements annuels pour les couples

A compter de la date d'entrée en vigueur de la nouvelle grille de classification au sein de l'entreprise, il est institué de nouveaux minima annuels conventionnels pour les couples :

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	MINIMUM ANNUEL
VI	–	38 980
VII	–	39 993
VIII	1	43 032
	2	46 071
IX	1	50 225
	2	54 175

Article 5

Publicité. – Extension

Le présent accord est établi en autant d'exemplaires qu'il est nécessaire pour que chaque signataire en reçoive un original. Les organisations syndicales reconnues représentatives au niveau national qui ne seraient pas signataires du présent texte en recevront une copie.

En outre, et conformément aux dispositions du code du travail, le présent accord sera adressé, à l'expiration du délai d'opposition de 15 jours, à la direction générale du travail (une version papier et une version électronique) et auprès du conseil de prud'hommes de Paris.

Les parties signataires conviennent de demander, dès connaissance du numéro de récépissé de dépôt, l'extension du présent accord auprès des services du ministre chargé du travail.

Fait à Paris, le 14 janvier 2013.

(Suivent les signatures.)